



Research Paper

L'Association Villageoise d'Épargne et de Crédit (AVEC), un modèle de développement communautaire dans la Région de la Bagoué (Côte d'Ivoire)

KOTCHI Koffi Joachim

Géographe, Chargé de Recherche, Centre de Recherche en Ecologie (CRE), Université NANGUI-ABROGOUA

Résumé : Le Projet Emploi Jeune et Développement des Compétences (PEJEDEC), dans sa phase additionnelle de mise en œuvre, à intégrer dans son dispositif les collectivités décentralisées. Le conseil régional de la Bagoué (au nord de la Côte d'Ivoire) est l'une des dix (10) régions bénéficiaires et signataires de la convention tripartite avec le BCP-Emploi et les prestataires (les cabinets et ONG). Ce projet vise à améliorer l'accès à l'emploi et le développement des compétences professionnelles des jeunes hommes et femmes âgés de 18 à 35 ans, diplômés ou non et en situation de sans emploi ou sous-emploi. Plus spécifiquement, le financement additionnel a pour objectif d'une part, d'intensifier, à travers de nouvelles approches, les activités communautaires menées avec succès sur le financement initial, et d'autre part, de contribuer à la réforme de la formation professionnelle et du système d'apprentissage en Côte d'Ivoire en général. Ainsi, la mise en œuvre du volet AVEC dans quatre (04) villages de la région de la Bagoué, a permis de donner une formation théorique et pratique à 102 jeunes ruraux à l'utilisation des référentiels métiers, à la formation des membres des AVEC à la culture d'épargne et de crédit et l'insertion de 200 bénéficiaires dont au moins 40% de femmes issus des zones rurales.

Mots clés : développement communautaire, jeunes, ruraux, AVEC, Bagoué

The Association Villageoise d'Épargne et de Crédit (AVEC), a model of community development in the Bagoué Region (Côte d'Ivoire)

KOTCHI Koffi Joachim, Geographer, Research Officer, Ecology Research Center (CRE), NANGUI-ABROGOUA University
Email: joachimkotchi@gmail.com

Summary: The Youth Employment and Skills Development Project (PEJEDEC), in its additional phase of implementation, to integrate decentralized communities into its system. The Bagoué Regional Council (in the north of Côte d'Ivoire) is one of the ten (10) beneficiary regions and signatories of the tripartite agreement with BCP-Emploi and service providers (firms and NGOs). This project aims to improve access to employment and the development of professional skills for young men and women aged 18 to 35, graduates or not and in a situation of unemployment or underemployment. More specifically, the objective of the additional funding is, on the one hand, to intensify, through new approaches, the community activities successfully carried out with the initial funding, and on the other hand, to contribute to the reform of vocational training, and the apprenticeship system in Côte d'Ivoire in general. Thus, the implementation of the VSLA component in four (04) villages in the Bagoué region, made it possible to provide theoretical and practical training to 102 young rural people in the use of business reference systems, in the training of VSLA members to the culture of savings and credit and the integration of 200 beneficiaries, at least 40% of whom are women from rural areas.

Keywords: community development, young people, rural people, VSLA, Bagoué

Received 03 Apr., 2023; Revised 13 Apr., 2023; Accepted 15 Apr., 2023 © The author(s) 2023.
Published with open access at www.questjournals.org

I. Introduction

Le Gouvernement de Côte d'Ivoire a obtenu un financement additionnel de 50 millions de dollars américains octroyé par l'Association Internationale de Développement (IDA) en vue de financer la mise en œuvre du Projet Emploi Jeune et Développement des Compétences (PEJEDEC). Ce projet vise à améliorer l'accès à

l'emploi et le développement des compétences professionnelles des jeunes hommes et femmes âgés de 18 à 35 ans, diplômés ou non et en situation de sans emploi ou sous-emploi. Dans le cadre de la Composante 2 du Projet, il est prévu de mettre en place des Associations Villageoises d'Épargne et de Crédit (AVEC) en vue de financer la création d'Activités Génératrices de Revenus (AGR) en milieu rural. L'objectif recherché est de favoriser l'entrepreneuriat en milieu rural par le développement de la culture d'épargne et de crédit. A cet effet, il convient de préciser que la mise en œuvre du volet Activité Génératrices de revenus (AGR) avec financement par les AVEC s'inscrit dans le cadre des Conventions de Partenariat que le BCP-Emploi a conclu avec dix (10) Régions/Districts qui par ailleurs ont la responsabilité du pilotage, de la coordination et du suivi opérationnel des activités sur leur territoire respectif. Pour ce travail, nous nous intéressons au cas particulier de région de la Bagoué. Située au nord de la Côte d'Ivoire, la région de la Bagoué forme avec celles du Poro et Tchologo le District des Savanes. C'est une région d'agriculture et d'élevage qui désire redynamiser son économie par la mobilisation de l'épargne locale. Pour ce faire, elle a introduit dans le cadre du projet PEJEDEC, les AVEC, afin de non seulement accroître l'épargne et faciliter l'autofinancement local pour la réalisation d'Activités Génératrices de Revenus (AGR), mais aussi de promouvoir l'accès aux crédits. L'objectif recherché est de favoriser l'entrepreneuriat en milieu rural par le développement de la culture d'épargne et de crédit. L'expérience a montré que les populations rurales sont en mesure de s'organiser efficacement si elles disposent de règles transparentes et clairement énoncées, de l'accès à l'information et d'un soutien technique et financier adapté : les communautés peuvent ainsi définir leurs priorités et résoudre des problèmes locaux en collaborant avec les autorités locales et diverses institutions pour construire de petites infrastructures et fournir des services de base. Les activités menées dans le cadre du projet, ont été déployées dans le cadre de l'approche de développement communautaire. Le projet de mise en place d'Associations Villageoises d'Épargne et de Crédit (AVEC) en vue du financement d'activités génératrices de revenus (AGR) au profit des jeunes contribue au plan de développement de la région en visant l'autonomisation économiques des jeunes et des femmes.

Matériel et méthode

Le présent article intervient dans le cadre de la Composante 2 du Projet PEJEDEC où il est prévu de mettre en place des Associations Villageoises d'Épargne et de Crédit (AVEC) en vue de financer la création d'Activités Génératrices de Revenus (AGR) en milieu rural. L'objectif recherché est de favoriser l'entrepreneuriat en milieu rural par le développement de la culture d'épargne et de crédit. En mars 2018, une mission de l'ONG EICF a réalisé une collecte de données dans les villages de Kébi, Tiasso, Mahalé, Féni et Nèguepié proposés par le Conseil régional de la Bagoué. A cet effet, les consultations avec le Conseil Régional de la Bagoué ont permis de valider les villages de Kébi, Tiasso, Mahalé et Nèguepié comme bénéficiaires du projet AVEC rurales du PEJEDEC. Les différents villages proposés ont été examinés en tenant compte du fait que les AVEC rurales s'exécutent de préférence dans les villages excentrés des chefs-lieux de sous-préfectures comportant des infrastructures bancaires et/ou des institutions de microfinances ; qui ont un potentiel de développement local à développer ; - où il n'y a pas de projets en cours ; - dont le choix ne répond pas à un choix politique ; - dont le choix contribue à consolider la cohésion sociale. Notre enquête s'est donc déroulée dans les 4 localités retenues par le projet à savoir Nèguepié, mahalé, Kébi et Tiasso (figure 1)

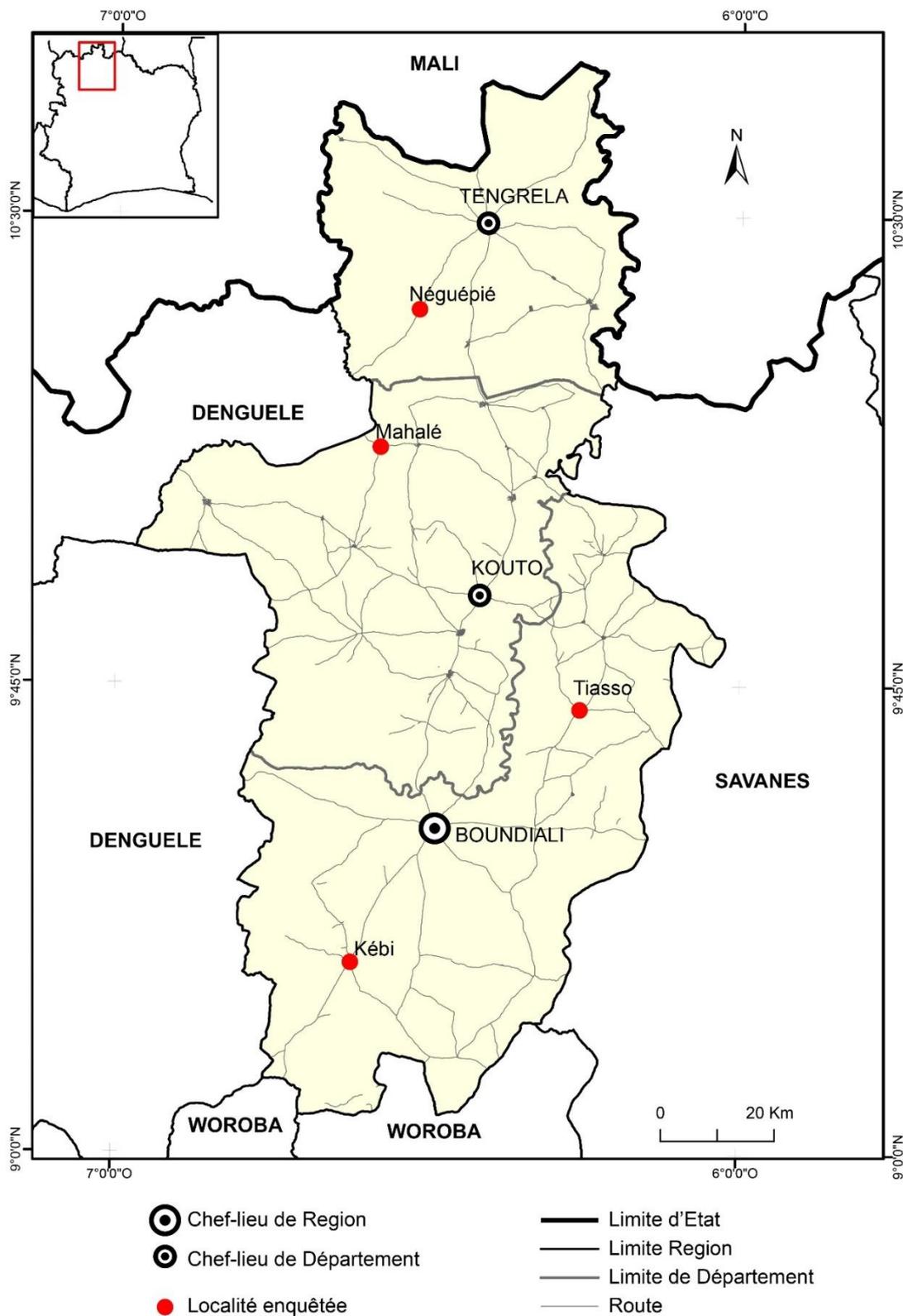
Au niveau des personnes enquêtées, nous sommes partis de l'échantillon total du projet. Le projet prend en compte 1256 personnes. Ainsi, nous avons enquêté 10% de cet effectif, soit 126 reparti comme suit ;

localités	Effectif interrogé
Kébi	38
Tiasso	25
Mahalé	31
Negupié	32
Total	126

Source ; notre enquête, 2022

Ces personnes ont été choisies selon deux critères : être âgé d'au plus 35 ans et avoir été inséré à la fin du projet. Pour mener à bien ce travail nous nous sommes muni de notre téléphone portable pour les prises de vue et d'un GPS pour géo référencier les localités et les activités des bénéficiaires. Le dépouillement des données recueillies a donné des résultats.

Figure 1 : sites de localisation des AVEC



II. Résultats

2.1. Des jeunes formés à des référentiels métiers adaptés au contexte social de la région

Dans l'exécution du projet, certains jeunes remplissant les conditions édictées par le prestataire ont été sélectionnés pour recevoir une formation théorique et pratique pour ensuite les mettre au service des bénéficiaires. La pratique, assurée par les formateurs pratiques (maîtres artisans, exploitants, techniciens et centres de formation)

s'est faite selon les référentiels métiers pour tous les 300 bénéficiaires du projet (voir photo 1). La théorie quant à elle est assurée chaque semaine par les formateurs théoriques et les centres de formation avec outils didactiques : manuel du formateur, de l'apprenant et boîte à image (voir photo 2).

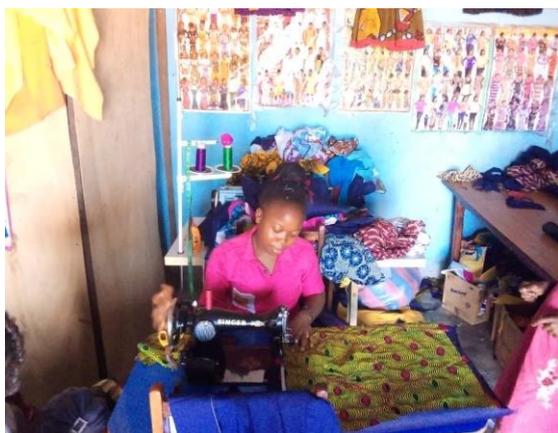


Photo 1 : apprentissage pratique



photo 2 : formation théorique

La photo 1 montre une jeune fille en apprentissage en couture et la photo 2 montre des jeunes filles en apprentissage théorique. Ce sont ces jeunes filles qui, une fois formées vont répercuter les acquis au bénéfice des autres. En effets, les formateurs ont été formés à l'utilisation des référentiels métiers et tous outils nécessaires à la formation et au suivi conçus dans le cadre du projet. Pour assurer la formation des bénéficiaires, 102 jeunes ont été formés dont 12 formateurs théoriques et 80 formateurs pratiques. L'apprentissage en milieu rural (AMR) est une formation dont 80% du volume horaire est consacré à la pratique et 20% à la théorique. Il vise l'amélioration de l'accès à l'emploi et le développement des compétences professionnelles de 300 jeunes (hommes et femmes) âgés de 15 à 35 ans dans la région de la Bagoué. Le volet apprentissage en milieu rural dans la Région de la Bagoué a formé 300 jeunes autour des activités suivantes : maraicher, couture, aviculture et soudure qui sont des activités génératrices de revenu (AGR) à partir desquelles débouchent les AVEC.

2.2. Formation des membres des AVEC à la culture d'épargne et de crédit

Les différentes formations initiées en AGR et en MPE ont pour but de motiver les bénéficiaires à créer les AVEC dans chaque localité afin d'épargner et de financer leurs propres activités. Il s'agit pour les initiateurs de mettre en place un plan d'épargne pour chaque bénéficiaire. Ainsi, l'apprentissage en milieu rural (AMR) a permis aux bénéficiaires d'apprendre un certain nombre de métiers. Les apprenants ont tous bénéficié de la formation en AGR sur la création et la gestion d'une Activité Génératrice de Revenus (photo 3). En outre, à la fin de la formation en AGR, il a eu l'élaboration des plans d'affaire, puis l'identification des activités d'insertion des bénéficiaires, par la recherche et la localisation de leur site respectif. Les apprenants en coupe et couture et soudure sont restés en stage de perfectionnement chez les maîtres artisans sous la base d'un contrat signé par leur soin. Les apprenants en maraicher et en aviculture, quant à eux sont restés en stage de perfectionnement sur leur site d'apprentissage. C'est ainsi que se regroupant par catégorie d'activité et par localité, ils ont mis en place les AVEC afin de constituer des épargnes communautaires. En retour, et en fonction de la taille de l'épargne, la microfinance à laquelle ils sont affiliés leur octroie des financements pour créer les AGR et les MPE.



Photo 3 : séance de formation des apprenants à la création des AGR et des microentreprises

La photo 3 montre les séances de formation des bénéficiaires. Ces formations se tiennent en AGR et en MPE (voir tableau 1 et 2).

Tableau 1 : formation en AGR

Localités	Nombre prévu	Bénéficiaires formés et financés
Boundiali	80	85
Tengrela	80	60
Kouto	80	95
Total	240	240

Source : données du projet

Tableau 2 : formation en microentreprises

localités	Nombre prévu	Bénéficiaires formés et financés
Boundiali	14	11
Tengrela	13	13
Kouto	13	16
Total	40	40

Source : données du projet

Au regard des tableaux 1 et 2, 240 jeunes des localités sélectionnées ont été formés en AGR et 40 en microentreprises. Au niveau des AGR, les prévisions ont été dépassées dans toutes les localités en raison de l'engouement que cela suscite. On a enregistré un fort taux à kouto où les jeunes se sont appropriés le projet. Même au niveau des MPE, on constate le même intérêt. Le faible taux de financement enregistré à Tengrela en AGR s'explique d'une part, par le manque de pièces d'identité pour certains postulants et l'abandon de la formation par certains apprenants au cours de la récolte de l'anacarde. A cela, il faut ajouter le fait qu'après l'évaluation des AVEC par le prestataire à la fin de la phase 1, la subvention à leur accordée a mis plus de temps que prévu, et cela a suscité aussi de départs des membres des AVEC.

2.3. Insertion des membres des AVEC

L'un des objectifs majeurs du projet, est de financer et permettre à 120 membres au moins, des AVEC issues des zones rurales de la région de créer des AGR et/ou d'agrandir leurs AGR existantes. Il s'agit également d'assurer le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre des AGR à travers les AVEC au niveau de la région de la Bagoué. En effet, les AVEC ont apporté un appui à la création d'Activités Génératrices de Revenus (AGR) et de Micro et Petites Entreprises (MPE) et ont favorisé aussi l'entrepreneuriat en milieu rural à travers l'épargne et l'appui des microfinances. Pour ce faire, tout un dispositif d'encadrement et d'appui au financement des AGR et des MPE est mis en place pour accompagner 240 jeunes, âgés de 18 à 35 ans, à la maîtrise des techniques de création et de gestion de leurs projets d'AGR (au moins 40% de femmes) dont 144 ont bénéficié de financement. Au niveau des MPE, il s'agit d'accompagner 40 jeunes, âgés de 18 à 35 ans à la formalisation de leurs Micro et Petites Entreprises (MPE) au moins (40% de femmes) dont 24 bénéficieront de financement. Pour pouvoir financer les AGR et les MPE un dispositif opérationnel de mise en place des AVEC est créé. Ainsi, au niveau de la région de la Bagoué, huit (08) Associations Villageoises d'Épargne et de Crédit (AVEC) en raison de 25 membres par AVEC sont mises en place dans les localités rurales de la Région (tableau n°3)

Tableau n°3 : nombre d'AVEC créées et financées

Nom de l'AVEC	Localité	Subvention reçue (F CFA)	Nbre de femmes dont les AGR ont été financées	Nbre d'hommes dont les AGR ont été financées	Nbre total des AGR financées et installées par AVEC
Tcheporo	Kébi	1 400 000	9	10	19
Binkadi	Kébi	1 298 000	6	13	19
Womongnon	Tiasso	900 000	4	12	16
Wobeguina	Tiasso	238 000	9	00	9
Toulouwougnon	Mahalé	1 770 000	8	9	17
Luofoué	Mahalé	1 190 000	7	7	14
Allah kabo	Néguepié	2 000 000	11	6	17
Binkadi	Néguepié	1 170 000	8	7	15
Total		10 556 500	62	64	126

Source : données du projet

L'analyse du tableau 3 montre que le projet a permis la mise en place de huit (8) AVEC dans quatre (4) localités. A la fin du projet, 126 bénéficiaires des AVEC ont reçu des financements pour un coût total de 10 556 500 F CFA. Ces financements ont permis aux bénéficiaires dont au moins 40% de femmes issus des zones rurales de la région de se prendre en charge financière à travers les AVEC comme l'indiquent les photos 4, 5, 6 et 7.



Photo 4 : AGR : poissonnerie



photo 5 : AGR : salon de coiffure



Photo 6 : MPE : élevage de poulets



photo 7 : MPE : agence de transfert d'argent

Toutes ces réalisations ont pu être mises en œuvre grâce aux AVEC à travers la mutualisation de l'épargne. En effet, les AVEC ayant ouvert des comptes d'épargne dans les microfinances telles que la COOPEC, ont reçu à la fin du projet des financements de la part de ces structures financières pour compléter leurs épargnes

et créer des activités génératrices de revenu ou mettre en place de moyennes et petites entreprises ou agrandir celles qui existaient déjà.

III. Discussion

Notre étude a montré que les projets régionaux favorisent des mutations du milieu rural. S'inspirant de l'exemple de l'Italie (Lazarev G., 2009, pp183-210) fait savoir que l'analyse des politiques des dernières décennies montre que le développement rural en Italie revêt deux formes qui semblent assez indépendantes l'une de l'autre, bien que se recouvrant largement. La première se dessine autour de l'émergence de ce que l'on pourrait appeler les « territoires de compétitivité ». La seconde s'identifie aux actions de développement territorial entreprises dans le cadre des programmes Leader de l'UE. Ces programmes ont concerné toutes les régions d'Italie. Ils ont été à la base de la constitution de 132 groupements d'action locale dont les territoires couvrent 53% du territoire national et comprennent quelque 10 millions d'habitants (18 % de la population totale). Comme en Italie, en Côte d'Ivoire, diverses structures ont été créées pour promouvoir le développement rural après l'accession du pays à l'indépendance, tels que les Fonds régionaux d'aménagement rural (FRAR) et l'Office national de promotion rurale (ONPR). Ces organismes avaient pour but l'équipement des villages en infrastructures collectives telles que les écoles, les centres de santé, les marchés, les foyers de jeunes, les routes, l'approvisionnement en eau potable, l'amélioration de l'habitat rural et celle des conditions de vie en général (AKA Kouamé, 2002, pp293-326). Cependant, la crise économique des années 1980 a freiné l'ambition de la Côte d'Ivoire qui s'est vu imposée les programmes d'ajustement structurel de la Banque mondiale et du FMI, principaux bailleurs du pays. Cette politique a eu un impact négatif sur toutes les couches sociales aussi bien en milieu urbain que rural. Toutefois, à partir des années 2000, après l'atteinte du PPTE, des ONG, ainsi que des bailleurs ont repris la politique de modernisation des campagnes ivoiriennes. Ainsi, les projets régionaux financés par la Banque Mondiale et l'AFD concernent toute la Côte d'Ivoire et concourent au changement des espaces ruraux qui sont aussi marqués par une plus faible précarité et de plus faibles risques d'exclusion que dans l'urbain (Perrier-Cornet P. et al., 1997, p28-35). L'expérience de la région de la Bagoué a montré que les AVEC sont des instruments de développement du monde rural. Elles permettent l'insertion et l'autonomisation des jeunes ruraux à travers le financement des AGR et des MPE. « Les groupements d'associations villageoises d'épargne et de crédit contribuent à éliminer la pauvreté en zone rurale en raison de l'autonomisation financière des populations due au développement d'activités génératrices de revenus », estime Alfred Kouassi, ex-bénéficiaire du projet Filets Sociaux Productifs et agent encadreur des groupements AVEC à Kondoukro, (S/P de Djébounoua) dans le département de Bouaké. Ce même constat est fait par l'ONG ECLOSIO qui a fait l'expérience avec des paysans béninois. L'expérience a montré que l'AVEC est un instrument de renforcement de l'autonomisation économique des femmes agricultrices béninoises. En effet, la mise à disposition de services financiers en milieu rural peut jouer un rôle important dans le développement. D'une part par la résilience face aux risques et aux imprévus, d'autre part par la possibilité de lancer ou de consolider des Activités Génératrices de Revenus (AGR). Toutefois les producteurs et productrices du milieu rural béninois rencontrent encore beaucoup d'obstacles pour l'octroi d'un crédit et la majorité des prêts octroyés par les Structures Financières Décentralisées (SFD) sont des prêts à court terme. Les mécanismes d'épargne et de crédit basés sur la communauté constituent une alternative intéressante à la microfinance. Dans le cadre du projet FSE, Eclasio et l'ANaF ont mis en place le système d'Associations Villageoises d'Épargne et de Crédit (AVEC), système qui s'est exporté dans d'autres projets par la suite et qui donne un nouveau visage au monde rural. Comme le dit Bontron J.C (1996, p25-30), aujourd'hui, la société rurale n'est plus une société agricole, elle est multiforme à la fois par les activités qu'y exercent les gens, par leur origine géographique, par les motivations qui les y ont amenés. Les nouveaux venus sont nombreux, ils introduisent des références et des modes de vie différents, et un brassage culturel qui ouvre la société sur l'extérieur. On peut ainsi affirmer que la nouvelle population rurale a de plus en plus choisi son milieu de vie. Sur la base de l'analyse des mutations contemporaines des espaces ruraux et de la conception des politiques de développement rural en France (Zuindeau B., 2010, (pp191-200) fait remarquer qu'on a assisté à partir des années 1970, à une diversification des niveaux de l'intervention publique avec, d'une part, la mise en œuvre du projet européen et, d'autre part, le processus de décentralisation. Ainsi, le développement rural intégré s'inscrit dans cette nouvelle logique de « gouvernance régionale » largement promue, depuis les années 1990, par les instances de l'aménagement en Allemagne et en Europe continentale (Fürst D et Knieling J, 2002). En renonçant à imposer des objectifs dirigistes « par le haut », cette nouvelle posture cherche plutôt à créer les conditions favorables à des dynamiques de développement initiées et menées dans le cadre de « partenariats public-privé ». En Allemagne comme en Europe, le développement des espaces ruraux s'inscrit aujourd'hui dans un champ transversal de planification et d'action, à la fois interministériel et intersectoriel (ultrike Grabski-Kieron, 2013, pp 185-198). Comme la plupart des autres pays européens, l'Allemagne connaît, depuis une dizaine d'années, une mutation importante de ses politiques et de ses pratiques d'aménagement, valorisant un développement régional fondé, d'après l'office fédéral de l'aménagement du territoire (Bundesamt für Bauwesen und Raumordnung ou BBR), sur davantage de contrats et de projets au lieu de programmes et de plans. Cette évolution constitue un tournant

réel pour des espaces ruraux longtemps considérés comme des espaces périphériques à soutenir, et désormais envisagés comme de possibles foyers de développement. Dans un contexte de concurrences régionales croissantes, les acteurs locaux de ces espaces ruraux sont alors invités à proposer des projets de développement régional qui soient innovants et fédérateurs. Cette dynamique de projet valorise clairement la sphère de l'économique, dans le sens où elle mobilise des outils, des méthodes et des notions souvent directement transposées du monde de l'entreprise à celui du développement local. L'idée de « marketing régional » en est une belle illustration (Queva C., 2007a, pp 117-134). Toutefois, les analyses menées sur la « gouvernance régionale » (Löb S et Fürst D, 2004, pp219-244) ont mis en lumière les effets handicapants, pour l'émergence de synergies, des « querelles de clocher » au sein des coopérations intercommunales, des surcoûts de la concurrence entre projets ou de la faible disposition à coopérer d'acteurs qui surestiment leur pouvoir. À cela peuvent s'ajouter les conflits latents entre les différentes institutions publiques de l'aménagement (qu'elles soient de niveau local ou régional), ou le manque de confiance entre les acteurs, ou encore les jeux de pouvoir pratiqués par de fortes personnalités peu enclines à la coopération.

IV. Conclusion

La principale tendance d'évolution du milieu rural en Côte d'Ivoire est le développement de projets communs à l'instar du PEJEDEC et du C2D qui mettent en contribution deux acteurs, à savoir l'Etat représenté par les collectivités territoriales et les bailleurs de fonds (AFD, Banque Mondiale et FMI). C'est dans cette approche que s'inscrit le projet PEJEDEC 2 avec sa composante AVEC qui a permis à quatre localités rurales de la région de la Bagoué d'améliorer le niveau de vie des bénéficiaires et de leurs familles et contribuer au développement de l'environnement des affaires et de l'esprit entrepreneurial. Les AVEC ont également permis l'insertion des jeunes et l'autonomisation des femmes par la mise en œuvre des AGR et des MPE et leur le financement. Ainsi, 200 bénéficiaires dont au moins 40% de femmes issus des zones rurales de la région sont accompagnés à l'autonomisation financière à travers les AVEC ; 240 membres des AVEC dont 40% de femmes issus des zones rurales de la région, sont initiés à la méthodologie AVEC et la culture d'épargne et de crédit.

Bibliographie

- [1]. Aka Kouamé, 2002, Développement rural et attitude à l'égard de la taille de la famille en Côte d'Ivoire, dans *Population* 2002/2 vol.57, pp 293-326
- [2]. Bontron Jean-Claude, 1996, le monde rural : un concept en évolution, in revue internationale d'éducation de sévres, n°10, pp 25-30
- [3]. Fürst Dietrich et Knieling Jörg, 2002, *Regional Governance. New modes of self-Government in the european community*, Hanovre, Akademie für raumforschung und landesplanung (ARL).
- [4]. Lazarev Grigori, 2009, promouvoir le développement des territoires ruraux, dans *MEDITERRA*, pp183-210
- [5]. LÖB Stephan et FÜRST Dietrich, 2004, « Schwachstellen und Perspektiven der institutionellen Kooperation in der Region Südostniedersachsen/Region Braunschweig », *Integrative und sektorale Aspekte der Stadtregion als System*, Dietmar Scholich éd., Frankfurt-sur-le-Main, Peter Lang GmbH Europäischer Verlag der Wissenschaften (Stadt und Region als Handlungsfeld ; 3), pp. 219-244.
- [6]. Perrier-Cornet Philippe, Sencébé Yannick, Sylvestre Jean-Pierre, 1997, « rapport à l'emploi et processus d'exclusion dans les espaces ruraux : un cadre d'analyse », *Economie rurale*, 242, pp28-35
- [7]. QUÉVA Christophe, 2007a, « Acteurs et territoires du développement rural en Allemagne orientale. L'exemple de projets de développement régional dans la Thuringe du Sud-Ouest », *Le développement local en Allemagne réunifiée : modèles, contextes, enjeux*, Béatrice von Hirschhausen et Guillaume Lacquement éd., vol. 38, n° 3 de la *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, p. 117-134.
- [8]. Ulrike Grabski-Kieron, 2013, le développement rural intégré en Allemagne : une démarche de planification et d'action prise entre ambition et réalités, In Guillaume Lacquement, Karl Martin Born, Béatrice von Hirschhausen (dir.), *Réinventer les campagnes en Allemagne*, ENS éditions, pp 185-198
- [9]. Zuideau Bertrand, 2010, espaces ruraux et développement durable, in *développement durable et territoire*, pp 191-200